Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21016 - 78ÈME ANNÉE

Le cadre institutionnel actuel empêche de lutter contre l'appauvrissement de la société

Pauvreté à La Réunion : de plus en plus de Réunionnais contraints d'aller à la boutique Emmaüs

Le cadre actuel empêche de débloquent d'importants moyens contre la pauvreté et les conséquences sont dramatiques. Ce sont par exemple les centaines de personnes qui font la queue plusieurs fois par semaine à l'entrée de la boutique Emmaüs pour acheter des fournitures scolaires. Il est donc nécessaire de faire évoluer le cadre des relations entre la France et les anciennes colonies intégrées à la République, dont La Réunion. Il est donc essentiel que la lutte contre la pauvreté soit un des arguments invoqués pour faire évoluer ce cadre lors des rendez-vous avec le président de la République et le Sénat en septembre et octobre. Les mesures concrètes pourront être élaborées par la Conférence territoriale élargie proposée par le PCR.

Hier, un reportage de Réunion Première a illustré l'appauvrissement de la société à La Réunion. Il montrait le succès des ventes solidaires à la boutique Emmaüs de Saint-Denis. Quatre fois par semaine, des centaines de personnes font la queue pour y acheter des fournitures scolaires et des vêtements pour préparer la rentrée.

Une mère de famille pouvait ainsi faire l'acquisition d'un pullover à 50 centimes alors que le même dans un magasin ou une braderie commerciale lui aurait coûté 25 euros. Pour 50 euros, elle est repartie avec une quarantaine d'articles. Ailleurs, le même panier lui aurait sans doute coûté la majorité de l'allocation de rentrée scolaire. Une étudiante avait 10 euros en poche pour préparer sa rentrée et a pu acheter des livres.

La plupart des personnes présentes ce jour-là ne voulaient pas montrer leur visage. Cela ne peut que signifier qu'elles sont contraintes d'aller faire leurs achats à Emmaüs compte tenu de leur situation économique.

La pauvreté s'amplifie

Ce succès de la boutique Emmaüs montre que le manque d'emplois et la hausse des prix poussent de plus en plus de Réunionnais dans la pauvreté. Ce phénomène ne pourra que s'aggraver si aucune réforme d'importance n'est effectuée.

Le débat parlementaire sur le projet de loi pouvoir d'achat a montré l'impossibilité de prendre en compte la situation sociale dramatique de La Réunion par le biais de mesures spécifiques. La raison invoquée par la rapporteuse était la suivante : le risque de « rupture d'égalité ». Une majorité de députés était de son avis et ont donc empêché des mesures spécifiques à la situation sociale de notre île.

Le cadre actuel empêche de débloquent d'importants moyens contre la pauvreté

Or, la réalité impose des mesures drastiques pour lutter contre la pauvreté qui s'amplifie à La Réunion. Si elles ne peuvent pas être prises dans le cadre actuel, c'est qu'il est donc nécessaire de le faire évoluer. Des rendez-vous importants sont prévus à Paris en septembre et en octobre.

Le président de la République a invité les signataires de l'appel de Fort-de-France à le rencontrer en septembre. Ces présidents d'anciennes colonies devenues régions ultrapériphériques de l'Union européenne, intégrées à la République, demandent que le cadre évolue. En octobre, le Sénat organisera des auditions de responsables politiques d'anciennes colonies intégrées à la République dans la perspec-

tive d'une révision de la Constitution que la haute assemblée juge quasi inévitable.

Conférence territoriale élargie

Il est donc essentiel que la lutte contre la pauvreté soit un des arguments invoqués pour faire évoluer le cadre des relations entre la France et les anciennes colonies intégrées dans la République.

Quant aux propositions concrètes qui pourraient être mises en œuvre dans ce nouveau cadre, elles

pourraient être élaborées dans la conférence territoriale élargie pour laquelle le PCR milite depuis 2018. Elle permettra de construire dans la concertation la plus large un projet réunionnais, appliqué par les Réunionnais.

M.M.

Le développement passe par l'éradication de la pauvreté : c'est possible à La Réunion -1-

Le train à La Réunion : un moyen de lutter contre la pauvreté

L'autonomie énergétique totale de La Réunion à partir d'énergies renouvelables locales est possible à l'horizon 2030, comme le souligne une étude très sérieuse de l'ADEME publiée en 2019. Les deux tiers de la consommation pourraient être produites par l'énergie solaire. La technologie du photovoltaïque permet en effet aux Réunionnais d'être les détenteurs des moyens de production de l'énergie grâce à la décentralisation de cette production. Les distributeurs d'électricité ne seraient alors plus les fournisseurs mais les clients des Réunionnais qui leur vendraient leur excédent de production. Le gain de pouvoir d'achat sera important, surtout pour les plus pauvres qui seront alors des producteurs d'énergie à titre individuel, ou au sein de coopératives de production.

Dans Témoignages d'hier, il était question d'une réforme de la politique des transports afin qu'elle soit au service des Réunionnais. Car le train est un moyen de lutter contre la pauvreté en diminuant considérablement le coût des déplacements des Réunionnais par rapport à la quasi-obligation d'acheter et d'entretenir une voiture pour pallier à une offre de transports collectifs inadaptés.

Ce train fonctionnera à l'électricité. Pour qu'il reste à un prix abordable, il est nécessaire que cette électricité soit produite à partir d'une source totalement maîtrisée par les Réunionnais. Le recours aux énergies renouvelables (ENR) produites localement est donc une nécessité.

L'autonomie énergétique à partir des ENR locales est possible

Une telle démarche s'inscrit dans la transition écologique. Jusqu'en 2010, La Réunion était en avance dans ce domaine, avec la marche vers l'autonomie énergétique qui devait être atteinte en 2025. Mais ce projet impulsé par la Région Réunion présidée alors par Paul Vergès, a été remis en cause par un changement de majorité. Son successeur a mis en place une politique au service du lobby des énergies fossiles, notamment celui du tout automobile et des producteurs d'électricité à partir de matières premières importées.

Or, l'autonomie énergétique de La Réunion à partir des énergies renouvelables locales reste possible à l'horizon 2030. C'est ce que rappelle une étude très sérieuse publiée par l'ADEME en 2019. En voici les grandes lignes :

« Baisse des coûts de l'énergie produite »

« Un mix électrique 100 % ENR est possible en Réunion tout en satisfaisant l'ensemble de la demande électrique à tout instant — équilibre offre demande — moyennant un recours significatif à des capacités de stockage. »

« Pour l'île de La Réunion, les machines tournantes sont susceptibles de représenter entre un quart et un tiers des capacités installées à 2030 dans un mix 100 % ENR, réparties entre les filières géothermiques, biomasse/bagasse/déchets, et hydroélectricité. Le complément étant assuré par le photovoltaïque et l'éolien. Une adaptation rapide des équipements de régulation du réseau électrique devra donc être pré-

vue afin d'intégrer ces nouveaux moyens de production décentralisés. »

« Par rapport à la situation actuelle, les scénarios à fort taux d'ENR s'accompagnent d'une baisse des coûts (LCOE moyen du parc) de l'énergie produite. » Dans ce mix, le photovoltaïque assurerait 61 % de la consommation d'énergie, devant l'hydroélectricité (14 %), la biomasse et l'éolien (11 %), le reste se répartissant entre biogaz, géothermie et énergie thermique marine.

Les pauvres vendront de l'électricité à EDF

Le développement du photovoltaïque repose sur la décentralisation des moyens de production. Elle permet de faire de chaque maison individuelle ou habitat collectif une centrale électrique. Ceci remet en cause le modèle actuel, où ce sont de grands groupes extérieurs à La Réunion qui ont le monopole des outils de production d'électricité, et de la fourniture de l'énergie nécessaire aux transports.

Ainsi, chaque Réunionnais peut devenir producteur de l'énergie qu'il consomme, soit individuellement, soit au sein d'une coopérative de production dans les habitats collectifs. L'électricité produite permet alors de satisfaire les besoins des habitants, le surplus d'énergie produite la journée peut être stockée dans des batteries dont celles des voitures et des bus électriques, puis restituée pendant la nuit quand le soleil ne brille plus.

L'excédent sera alors injecté dans le réseau, acheté par le distributeur d'électricité. Ainsi, les Réunionnais n'auront plus besoin de payer des factures d'électricité. Ils seront les fournisseurs d'un distributeur qui devra leur payer des factures.

Ce sera un gain immédiat de pouvoir d'achat pour les Réunionnais, notamment les plus pauvres. Ainsi, l'autonomie énergétique de La Réunion permettra de lutter contre la pauvreté.

M.M.

Situation très inquiétante pour l'avenir

Brésil : la déforestation en Amazonie atteint un record

La déforestation dans la forêt amazonienne du Brésil a atteint un niveau record au cours des six premiers mois de l'année, alors qu'une zone une fois et demie plus grande que La Réunion a été détruite, selon des données préliminaires du gouvernement publiées vendredi.

De janvier à juin, 3 988 kilomètres carrés dans l'Amazonie brésilienne ont été touchés par la déforestation, selon l'agence nationale de recherche spatiale Inpe.

C'est une augmentation de 10,6 % par rapport aux mêmes mois de l'année dernière et le niveau le plus élevé pour cette période depuis que l'agence a commencé à compiler sa série de données DETER-B actuelle à la mi-2015.

La destruction a augmenté de 5,5 % en juin pour atteindre 1 120 km², également un record pour ce mois de l'année.

L'Amazonie, la plus grande forêt tropicale du monde, contient de grandes quantités de carbone, qui sont libérées lorsque les arbres sont détruits, réchauffant l'atmosphère et amplifiant le changement climatique.

La déforestation croissante de cette année alimente également des niveaux d'incendie inhabituellement élevés, qui devraient s'aggraver dans les mois à venir, a déclaré Manoela Machado, chercheuse sur les incendies de forêt et la déforestation au Woodwell Climate Research Center et à l'Université d'Oxford.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Sabote lo tram-train in lérèr grav par raporte lintéré vital nout péi

Mézami mi koné pa si zot i rapèl sansa si in vièye pèrsonne la parl azot lo train épi toute demoune téi gingn zot sosso par lo train — mi vé anparl azot lo train vapèr, sète téi fé Sin-Bénoi Sin-Pyèr é rotour épi téi tansporte passazé konm marshandiz.

Pti marmaye mwin la gingn pran lo train-vapèr pou sorte Sin-Dni épi pou alé an vakans Sin-Lé. Mwin l'avé so shanss-la é an mèm tan mwin téi pé bien rogarde sak téi éspass dann lanvironeman train-la... Mwin téi oi par ébzanz kan lo train téi arète in kantité d'moune téi apote sak zot l'avé pou vande : kissoi bande frui konm zizib, bibass, mang èk piman, kissoi bonbon tradissonèl, kissoi ankor bande sak épi bande shapo trèssé, kissoi ankor paké poisson, krab, pti volaye.

Boudikont mwin téi panss in bonpé d'moune téi gingn zot sosso par raporte lo train.

Sé pou sa ké kan konsèye réjyonal la vouli lanss son tram-train mwin téi oi sa dann mon majinassion, la kapassité pou demoune arondi zot fin d'moi. Pa mèm manyèr ké dann tan lontan mé antouléka soulaz in pé zot difikilté avèk sak zot jéni pèrsonèl té i pèrmète azot pou ofèr lo moune dann train.

Mi oi tré bien demoune ofèr sandwich, boutèye dolo, pistash griyé, nem, samoussa épi toute sak mwin la marke an-o la... Mi oi ossi tré bien demoune alé rèst koté la gare pou gingn transpor fassilman... Lo kar, sé lo kar, mé lo kar la zamé fé rèss demoune koté la gar, é la zamé ankouraz bann pti métyé.

Nora soulaz la povreté ? Mi di pa non pars nora té possib pou in pé pran lo train pou alé travaye dann in n'ote androi, pou bande jenn alé linivèrsité pou gingn in diplôme osinonsa aprann in métyé. Mi obliye pa bande zatlyé pou répar lo train. Partou mwin la passé mwin la vi koman lo train i ankouraz la vi ékonomik donk i favoriz l'anploi.

Mi pans Paul Vergès épi konsèye réjyonal dann tan, l'avé bien vu lintéré d'in train pou dégaj in pé la rout, pou favoriz la vi ékonomik, kiltirèl, sossyal. Mi mézir lokazyon nou la manké, la prime doné pou sak téi oi pa pli loin ké zot boute né.

Sabote lo tram-train : in lérèr grav par raporte lintéré vital nout péi — A bon ékoutèr salu.

Justin